



# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

---

30 Juin 2016

# Rapport financier semestriel au 30 Juin 2016

## Sommaire

---

Rapport semestriel d'activité	3
Rapport financier semestriel au 30 Juin 2016	7
Attestation de la personne responsable	33
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016	34

---

# Rapport semestriel d'activité

## 1. Situation de la société et activité au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016

Au cours du premier semestre 2016, le chiffre d'affaires s'établit à 16.8ME contre 17.7ME au premier semestre 2015. Il se décompose en 9.9ME sur l'activité « Smart City » (anciennement « Secured Transactions ») et 6.8ME sur l'activité « eID » (respectivement 11.5ME et 6.7ME sur le premier semestre 2015).

Le repli de l'activité « Smart City » s'explique principalement par le recentrage stratégique annoncé sur les produits à plus forte valeur ajoutée. Le plan de retournement industriel et la mise en œuvre de la sous-traitance ayant conduit à un ralentissement commercial de quelques mois sur les produits d'entrée de gamme, en particulier les tickets. Dans l'univers des cartes MIFARE, les cartes américaines se déploient très fortement sur plusieurs villes clé et compensent les faibles volumes londoniens. Dans l'univers CALYPSO, les volumes mexicains continuent d'être satisfaisants et le carnet reste fort.

L'activité « eID » bénéficie quant à elle de l'envol des volumes relatifs aux passeports américains (+450ku / mois sur les 6 premiers mois de l'année 2016). En revanche, les volumes des passeports anglais, produits aujourd'hui aux Etats-Unis, ont été très réduits comme annoncé. Le groupe travaille sur solution industrielle européenne économiquement plus favorable.

L'activité « Terminaux » est en croissance. Les nouvelles activités à forte valeur ajoutée (personnalisation, services...) se déploient lentement, mais les premiers contrats signés dans ces domaines sont prometteurs et la tendance doit être confirmée sur le deuxième semestre 2016.

Le résultat sectoriel s'établit à 4.0ME contre 3.3ME sur le premier semestre 2015, en dépit de ce relatif tassement du chiffre d'affaires. Ceci s'explique en grande partie par la restauration de la contribution « eID » sous l'effet combiné (i) de la forte hausse des passeports américains et (ii) de l'arrêt et/ou le ralentissement de produits à marge négative en 2015 (passeports philippins).

Le résultat opérationnel avant amortissements, dépréciations et éléments non récurrents s'établit à (0.8ME) contre (3.0ME) au premier semestre 2015. Les effets du plan de retournement se matérialisent comme annoncé, en particulier au niveau des charges de personnel (-0.7ME sur le semestre), du personnel intérimaire (-0.9ME sur le semestre), des honoraires (-0.2ME sur le semestre) et des autres charges opérationnelles (-0.5ME sur le semestre). Tous les services et toutes les filiales sont concernés par le contrôle rigoureux des coûts et les mesures de rationalisation.

Le résultat financier est le seul élément du compte de résultat qui présente une dégradation, du fait de l'alourdissement des charges liées aux emprunts obligataires.

Enfin, le Groupe n'a pas procédé à de dépréciation supplémentaire de ses actifs d'impôts sur le semestre.

## 2. Point sur le plan de retournement de la société

En 2015, la société a défini puis initié un plan de retournement visant au retour à l'équilibre courant 2016. La traduction chiffrée de cet objectif prévoyait une amélioration moyenne mensuelle du résultat opérationnel avant dépréciations et amortissements (« *EBITDA* ») supérieure à 500KE, provenant pour moitié de l'amélioration des contributions (marge sur coûts directs) et pour moitié de la réduction massive des coûts fixes de production, des coûts commerciaux et des coûts administratifs.

Pour y parvenir, le Groupe s'est lancé en priorité dans une réorganisation de son **outil industriel**, en concentrant les moyens internes du groupe sur les produits à plus forte valeur ajoutée et en externalisant auprès de partenaires choisis, les produits d'entrée de gamme.

Cette réorganisation industrielle, qui a eu pour première conséquence la mise en œuvre d'un Plan de Sauvegarde de l'Emploi (« PSE ») sur l'entité française, s'est poursuivie tout au long du premier semestre 2016. Comme cela avait été annoncé fin 2015, cette réorganisation a également conduit le groupe à relocaliser son usine française dans un nouveau site, à Mouans-Sartoux. Un déménagement complexe qui s'est achevé en Avril 2016, dans le respect des délais et des budgets. La nouvelle usine, mieux adaptée aux contraintes spécifiques d'ASK, va permettre dans le deuxième semestre 2016 de dégager les économies visées sur les coûts fixes de production.

De son côté l'usine chinoise de Mi Yun a fait l'objet d'un plan de recentrage sur les produits passeports, conduisant à l'externalisation de la majorité des productions de tickets *contactless*. Ce plan est lui aussi achevé à la fin du premier semestre 2016. Cette simplification du portefeuille de produits a significativement accru l'efficacité opérationnelle de l'usine. Elle devrait également permettre à court terme de réduire ses coûts d'encadrement de production. En revanche, les coûts de transports depuis cette usine vers l'Europe ou l'Afrique sont toujours très significatifs. Le groupe travaille actuellement sur une solution à moyen terme permettant d'optimiser ces flux.

Ainsi le groupe ASK concentre aujourd'hui ses moyens industriels propres en priorité sur les *inlays* passeports (l'usine française s'attachant à produire les *inlays* pour la France et l'Europe, l'usine américaine les passeports et les permis de conduire américains et l'usine chinoise les autres passeports). Le reste des ressources industrielles du groupe est pour l'essentiel alloué aux cartes duales réalisées en France. En conséquence, les autres produits sont externalisés : les tickets *contactless* sont réalisés en partenariat avec trois principaux acteurs (américains et européens) et les cartes sans contact sont quant à elles réalisées en partenariat avec deux acteurs asiatiques.

Le second volet du plan de retournement, portant sur la réduction des autres coûts fixes de l'entreprise, est également achevé et a conduit à un resserrement des équipes et des frais commerciaux et administratifs dans toutes les filiales.

Enfin, le plan prévoyait le retour d'ASK à une offre de technologie. Les équipes R&D du groupe ont travaillé au lancement de nouveaux produits et services digitaux, notamment dans les solutions de téléphonie mobile dédiées aux transports et à la ville. Ces services favoriseront l'évolution progressive du mix produit d'ASK. Dans cette perspective, les premiers pilotes et les premiers contrats ont été signés mais les chiffres d'affaires associés restera peu significatif sur l'année 2016.

### 3. Situation de trésorerie

La trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins découverts bancaires) s'établit à 1.7ME au 30 juin 2016 contre 1.4ME au 31 décembre 2015.

Les dettes financières se montent à 14.9ME au 30 juin 2016, stable par rapport au 31 décembre 2015. Elles comprennent pour 5.4ME de dettes d'affacturage (en contrepartie de créances clients du même montant) et pour 0.6ME de financements du Crédit Impôt Recherche et du Crédit Impôt Compétitivité Entreprise (en contrepartie de créances sur l'Etat du même montant).

Au cours du semestre écoulé, le Groupe a mis en place trois financements complémentaires significatifs :

- Un contrat « d'Equity Line » avec la société Kepler Cheuvreux, pour 0.8ME ;
- Un financement obligataire pour 0.5ME ;
- Un emprunt à taux 0 Innovation pour 0.35ME.

### 4. Comptes semestriels IFRS

#### 4.1. Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires s'établit à 16.8ME au 30 juin 2016 contre 17.7ME au 30 juin 2015 soit un repli de 5,3%.

#### 4.2. Résultat opérationnel avant amortissements, dépréciations et éléments non récurrents

Comme attendu, le plan de retournement a commencé à porter ses fruits sur le premier semestre 2016. Le résultat opérationnel avant amortissements, dépréciations et éléments non récurrents s'établit à (0.8ME) au 30 juin 2016 contre (3.0ME) au 30 juin 2015, soit une perte divisée par quatre.

#### 4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel reste négatif à (2.1ME) au 30 juin 2016 contre (6.5ME) au 30 juin 2015.

#### 4.4. Résultat financier

Le résultat financier en revanche est dégradé par la charge d'intérêts des deux emprunts obligataires et par l'absence de gain de change significatif contrairement au premier semestre 2015 (évolution du dollar).

#### 4.5. Résultat net

Le résultat net est une perte de (3.0ME) au 30 juin 2016 contre (6.8ME) au 30 juin 2015.

### 5. Composition du Conseil d'Administration

Au 30 juin 2016, le Conseil d'Administration est composé de :

- M. Philippe Geyres
- M. Valéry Huot, représentant permanent de la société Innovation Capital
- M. Terrence Annamonthodo, représentant permanent de la société Equimax Investment Ltd
- M. Michel Desbard, représentant permanent de la société Bluesky Capital
- M. Bruno Moreau

### 6. Répartition du capital social

Au 30 juin 2016, le capital social est réparti de la sorte :

- Innovation Capital	15,94%
- Autres fonds d'investissements	13,55%
- Fondateurs, management et personnes physiques	1,14%
- Flottant	69,37%

# Rapport financier semestriel au 30 juin 2016

## COMPTES CONSOLIDES IFRS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016

1. Etat du compte de résultat consolidé
2. Etat du résultat global
3. Etat de la situation financière consolidée
4. Etat consolidé des flux de trésorerie
5. Etat consolidé de variation des capitaux propres

## ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES IFRS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016

1. Remarques préliminaires et évènements de la période
2. Règles et méthodes comptables
3. Information sectorielle
4. Produit des activités ordinaires
5. Coût d'achat des ventes
6. Charges de personnel
7. Autres produits et charges opérationnels
8. Autres produits et charges non courants
9. Produits et charges financiers
10. Impôt sur les résultats
11. Résultat par action
12. Ecart d'acquisition et Immobilisations incorporelles
13. Immobilisations corporelles
14. Participations dans les co-entreprises
15. Trésorerie et équivalents de trésorerie
16. Instruments financiers ouvrant droits au capital
17. Dettes financières
18. Provisions
19. Risque de liquidité et continuité d'exploitation
20. Parties liées
21. Engagements hors bilan
22. Evènements post clôture

# COMPTES CONSOLIDÉS IFRS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016

## 1. ETAT DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>4</b>	<b>16 802</b>	<b>17 735</b>
Coût d'achat des ventes	5	(9 724)	(10 440)
Charges de personnel		(4 719)	(5 418)
Impôts, taxes et versements assimilés		(159)	(229)
Autres produits et charges opérationnels	7	(3 054)	(4 557)
Reprises / (dotations) aux provisions		14	28
Reprises / (dotations) pour perte de valeur		77	(152)
<b>Résultat opérationnel avant amortissements, dépréciations et éléments non récurrents</b>		<b>(762)</b>	<b>(3 034)</b>
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles	12	(384)	(407)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	13	(595)	(592)
Charge de restructuration	18	82	(1 532)
Autres produits et charges non courants	8	(500)	(923)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>(2 158)</b>	<b>(6 487)</b>
Produits financiers	9	3	694
Charges financières	9	(825)	(430)
<b>Résultat financier</b>		<b>(823)</b>	<b>264</b>
Quote-part dans le résultat net des coentreprises		-	5
Impôt sur les résultats	10	(5)	(606)
<b>Résultat net</b>		<b>(2 986)</b>	<b>(6 825)</b>
<b>Attribuable aux :</b>	-		
Propriétaires de la Société		(2 987)	(6 824)
Participations ne donnant pas le contrôle		1	(1)
<b>Résultat net</b>		<b>(2 986)</b>	<b>(6 825)</b>
<b>Résultat par action</b>			
De base (cents par action)	11	(34,64)	(88,57)
Dilué (cents par action)	11	(34,64)	(88,57)

## 2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
<b>Résultat net</b>		<b>(2 986)</b>	<b>(6 825)</b>
<i>Eléments qui pourront être reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Ecarts de conversion des coentreprises		-	72
Ecarts de conversion des participations contrôlées		74	59
<i>Eléments qui ne pourront pas être reclassés ultérieurement en résultat net</i>			
Ecarts actuariels sur provision pour indemnités de départs à la retraite	<b>6</b>	(27)	49
<b>Résultat global</b>		<b>(2 939)</b>	<b>(6 645)</b>
<b>Attribuable aux :</b>			
Propriétaires de la société		(2 940)	(6 644)
Participations ne donnant pas le contrôle		1	(1)

### 3. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Ecart d'acquisition	12	65	65
Immobilisations incorporelles	12	4 913	5 254
Immobilisations corporelles	13	3 992	4 288
Impôts différés actifs	10	401	401
Participations dans les co-entreprises	14	620	620
Autres actifs financiers		809	893
<b>Actif non courant</b>		<b>10 801</b>	<b>11 521</b>
Stocks		5 110	5 291
Clients et comptes rattachés		8 861	8 014
Autres créances		3 144	3 838
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	2 347	2 122
<b>Actif courant</b>		<b>19 461</b>	<b>19 264</b>
<b>Total Actif</b>		<b>30 262</b>	<b>30 785</b>
Capital émis		8 850	8 050
Réserves attribuables aux propriétaires de la Société mère		(8 201)	(5 263)
Intérêts non contrôlant		48	48
<b>Capitaux propres</b>		<b>697</b>	<b>2 834</b>
Dettes financières - part non courante	17	3 791	4 052
Provisions pour engagement de retraite	6	367	299
<b>Passif non courant</b>		<b>4 158</b>	<b>4 351</b>
Fournisseurs et comptes rattachés		11 293	9 337
Autres dettes d'exploitation		2 369	2 477
Dette financière au titre de l'affacturage	17	5 426	5 013
Autres dettes financières courantes	17	5 709	5 709
Impôt courant exigible		-	-
Provision pour restructuration	18	258	608
Provisions courantes	18	352	456
<b>Passif courant</b>		<b>25 407</b>	<b>23 599</b>
<b>Total Passif</b>		<b>30 262</b>	<b>30 785</b>

#### 4. ETAT CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
<b>Résultat net</b>		<b>(2 986)</b>	<b>(6 825)</b>
Ajusté de :			
Intérêts financiers	9	396	80
(Reprise)/dotation aux provisions		107	466
(Reprise) / Dotation aux provisions pour restructuration	18	(350)	1 504
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	12/13	980	949
Plus ou moins-value sur sorties d'immobilisations incorporelles et corporelles		(55)	104
Quote-part du résultat net des coentreprises		0	(5)
Charge sur indemnités de départ à la retraite		41	23
Coût des paiements fondés sur les actions	8	56	105
Dépréciation d'impôts différés actifs	10	0	600
<b>Marge brute d'autofinancement</b>		<b>(1 812)</b>	<b>(2 998)</b>
(Augmentation)/diminution des stocks		170	214
Augmentation/(diminution) des dettes fournisseurs		1 956	(388)
(Augmentation)/diminution des créances clients		(846)	740
(Augmentation)/diminution des autres actifs et passifs courants*		693	1 397
<b>(Augmentation)/diminution du besoin en fonds de roulement</b>		<b>1 973</b>	<b>1 963</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>		<b>161</b>	<b>(1 035)</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	12	(172)	(309)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(350)	(1 065)
Acquisition de filiales, net de la trésorerie acquise		0	(2 796)
(Augmentation) / diminution des autres actifs financiers		83	0
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>		<b>(439)</b>	<b>(4 170)</b>
Produits de l'émission des emprunts	17	763	2 538
Produits de l'émission d'obligations	17	500	1 850
Remboursements d'emprunts	17	(1 087)	(261)
Intérêts décaissés		(164)	(80)
Remboursements de dettes résultant des contrats de location financement	17	(169)	(157)
Augmentation de capital		819	235
Produits de l'émission de bons de souscriptions d'actions		0	56
Variation des titres d'autocontrôle		(73)	(28)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>		<b>589</b>	<b>4 153</b>
<b>Augmentation / (diminution) de la trésorerie nette</b>		<b>311</b>	<b>(1 052)</b>
<b>Trésorerie et Equivalents de trésorerie, nets de découverts - début de période</b>		<b>1 394</b>	<b>4 018</b>
Augmentation / (diminution) de la trésorerie nette		311	(1 052)
<b>Trésorerie et Equivalents de trésorerie, nets de découverts - fin de période</b>		<b>1 705</b>	<b>2 966</b>

\*les incidences de variations de cours de change ont été reclassées avec les flux d'exploitation associés  
2015 a été modifié pour une meilleure comparabilité

## 5. ETAT CONSOLIDE DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Titres d'autocontrôle	Réserve au titre de l'écart de change	Réserve au titre de la réévaluation des avantages du personnel	Résultats non distribués	Total Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts non contrôlant	Total Capitaux propres
<b>Situation d'ouverture 01/01/2015</b>	<b>7 549</b>	<b>17 192</b>	<b>(251)</b>	<b>(568)</b>	<b>11</b>	<b>(9 943)</b>	<b>13 990</b>	<b>-</b>	<b>13 990</b>
Résultat de la période						(6 824)	(6 824)	(1)	(6 825)
Autres éléments du résultat global de l'exercice				129	49		179		179
<b>Résultat global de l'exercice</b>				<b>129</b>	<b>49</b>	<b>(6 824)</b>	<b>(6 645)</b>	<b>(1)</b>	<b>(6 646)</b>
Augmentation de capital	235						235		235
Variation de périmètre								42	42
Titres d'autocontrôle			(28)				(28)		(28)
Emission de BSA		163					163		163
<b>Situation de clôture 30/06/2015</b>	<b>7 784</b>	<b>17 355</b>	<b>(279)</b>	<b>(439)</b>	<b>60</b>	<b>(16 767)</b>	<b>7 714</b>	<b>41</b>	<b>7 756</b>
<b>Situation d'ouverture 01/01/2016</b>	<b>8 050</b>	<b>17 447</b>	<b>(206)</b>	<b>(436)</b>	<b>69</b>	<b>(22 138)</b>	<b>2 786</b>	<b>48</b>	<b>2 834</b>
Résultat de la période						(2 987)	(2 987)	1	(2 986)
Autres éléments du résultat global de l'exercice				74	(27)		47		47
<b>Résultat global de l'exercice</b>				<b>74</b>	<b>(27)</b>	<b>(2 987)</b>	<b>(2 940)</b>	<b>1</b>	<b>(2 939)</b>
Augmentation de capital	800	19					819		819
Variation de périmètre							-		-
Titres d'autocontrôle			(73)				(73)		(73)
Emission de BSA		56					56		56
<b>Situation de clôture 30/06/2016</b>	<b>8 850</b>	<b>17 523</b>	<b>(279)</b>	<b>(362)</b>	<b>43</b>	<b>(25 125)</b>	<b>649</b>	<b>48</b>	<b>697</b>

# ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

## 1. REMARQUES PRELIMINAIRES ET EVENEMENTS DE LA PERIODE

### 1.1. Généralités

Les états financiers consolidés du Groupe ASK (« le Groupe ») pour la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016 comprennent la société ASK SA et ses filiales.

La société ASK SA (« la Société ») a été créée en octobre 1997, sous la forme d'une société anonyme de droit français. Son siège social est situé au 1198 avenue du Docteur Maurice Donat, 06250 MOUGINS. Le Groupe ASK est un groupe indépendant, dont les titres sont cotés depuis le 1er juillet 2014 sur le marché Euronext compartiment C.

Le Groupe est constitué de deux Unités Génératrices de Trésorerie (« UGT ») au sens d'IAS 36 : une constituée par l'ensemble ASK SA et ASK Smart – l'entité chinoise étant principalement un sous-traitant de l'entité française - et une constituée par ASK IntTag.

Le Groupe conçoit, produit et commercialise des produits de technologie sans contact pour le transport de personnes et pour le marché de l'identité tels que des cartes sans contact, des cartes duales, des tickets sans contact, des lecteurs et autres appareils de lecture, des couvertures de passeports et des permis de conduire.

### 1.2. Evènements de la période

#### 1.2.1. Conclusion du programme d'Equity Line avec la société Kepler Cheuvreux

Le Groupe a mis en place fin 2015 une ligne de financement en fonds propres avec la société Kepler Cheuvreux, visant à accompagner la poursuite de sa transformation industrielle et le développement de nouvelles innovations.

Dans le cadre de ce dispositif, Kepler Cheuvreux s'était engagé à souscrire, sur 24 mois, à un maximum de 780 000 actions de la société, avec une parité de 1 action pour 1 BSA exercé.

Le prix d'émission des actions nouvelles correspondait au cours moyen pondéré de l'action précédant chaque émission, diminuée d'une décote maximale de 7,5%.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2016, la société Kepler a exercé :

- Le 27 janvier 2016,..... 50.000 Bons  
Pour un prix unitaire de 1,20 €, soit un total de .....60.000 €
- Le 28 janvier 2016,..... 80.000 Bons  
Pour un prix unitaire de 1,20 €, soit un total de .....96.000 €

- Le 08 février 2016, .....	60.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,20 €, soit un total de .....	72.000 €
- Le 07 mars 2016, .....	20.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,09 €, soit un total de .....	21.800 €
- Le 08 mars 2016, .....	90.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,09 €, soit un total de .....	98.100 €
- Le 09 mars 2016, .....	100.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,09 €, soit un total de .....	109.000 €
- Le 15 mars 2016, .....	250.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,13 €, soit un total de .....	282.500 €
- Le 20 avril 2016, .....	130.000 Bons
Pour un prix unitaire de 1,10 €, soit un total de .....	143.000 €

Soit un total de 780.000 Bons et un apport en trésorerie de 882 400 euros.

Selon décision du 2 juin 2016 de son Directeur Général, la Société a constaté la réalisation de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des 780.000 BSA émis au bénéfice de la société Kepler Cheuvreux. Les 780.000 actions nouvelles composant l'augmentation de capital ont été intégralement souscrites et libérées des versements exigibles.

### 1.2.2. Mise en place d'un emprunt obligataire

En complément du précédent financement, la Société a décidé d'une nouvelle émission privée d'obligations simples, autorisée par le Conseil d'Administration du 2 juin 2016. Cette émission a été souscrite à hauteur de 500 milliers d'euros par un investisseur privé. Ces obligations ont vocation à être transformées en obligations convertibles lors d'une prochaine Assemblée Générale, avec engagement du titulaire des obligations à souscrire par compensation.

Les principales caractéristiques de ces obligations sont les suivantes :

- Valeur nominale par obligation	1 euro
- Prix de souscription par obligation	1 euro
- Durée de l'emprunt	Jusqu'au 31 décembre 2016
- Taux d'intérêt	7% l'an, sur une base de 365 jours

## 2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 2.1. Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2016, le périmètre de consolidation comprend la Société et ses filiales ASK ASIA HK LTD, Beijing ASK Smart Technology et ASK IntTag. Ce périmètre est inchangé par rapport au 31 décembre 2015.

Le Groupe détient toujours 56,32% du capital et des droits de vote de la coentreprise I2PL (Noida, Inde), qui ne présente plus d'activité opérationnelle depuis 2015 mais demeure en cours de liquidation au 30 juin 2016.

### 2.2. Référentiel appliqué

Les comptes consolidés d'ASK sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2016 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Le référentiel des normes comptables internationales IAS/IFRS est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour les comptes annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers IFRS du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 28 septembre 2016.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2016 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers IFRS au 31 décembre 2015, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne, applicables de façon obligatoire à partir du 1er janvier 2016.

#### 2.2.1. Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er janvier 2016

Aucune nouvelle norme ne s'applique pour la première fois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Seuls quelques amendements de normes s'appliquent obligatoirement aux exercices ouverts en 2016 :

- amendements à IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
- amendements à IAS 16 et IAS 38 « Eclaircissements sur les modes d'amortissements acceptables » ;
- amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- amendements à IFRS 11 « comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes » ;

Aucun de ces amendements n'a eu d'impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2016.

### 2.2.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non applicables au 30 juin 2016

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes et interprétations suivantes qui pourrait le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2016 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir » ;
- Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées » ;
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 « Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise » ;
- Amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ».

Le processus interne de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

### 2.3. Jugements et estimations comptables

L'établissement des états financiers du Groupe selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers consolidés.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction du Groupe portent sur :

- l'évaluation retenue pour les tests de perte de valeur (notamment ceux sur les impôts différés actifs ;
- l'évaluation des provisions, notamment celles relatives au Plan de Sauvegarde de l'Emploi ;
- la valorisation des paiements en actions (IFRS 2) ;
- la détermination des taux d'actualisation retenus pour mettre en œuvre les tests de dépréciation d'actifs (IAS 36) et pour actualiser les provisions (IAS 37) et les engagements liés aux avantages du personnel (IAS 19) ;
- la valorisation des frais de recherche et développement et des brevets.
- la valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur, en particulier celle des bons de souscriptions d'actions.

### 3. INFORMATION SECTORIELLE

#### 3.1. Produit des activités ordinaires et résultats sectoriels

Conformément à IFRS 8, les activités à présenter sont «*Smart City*» (anciennement «*Secured Transactions*») et «*e.ID*».

- L'activité «*Smart City*» fournit les cartes et les tickets sans contact aux acteurs du transport collectif de voyageurs et du paiement ;
- L'activité «*e.ID*» fournit des Inlays et des e-covers qui servent à l'élaboration de documents d'identité sécurisés.

Le produit des activités ordinaires sectoriel présenté ci-dessous représente le produit provenant de clients externes. Il n'y a eu aucune vente intersectorielle au cours des périodes présentées.

S1 2016, en milliers d'euros	Smart City	e.ID	Activités non réparties	Retraitement ASK IntTag	Charge de restructuration	Groupe ASK
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>9 963</b>	<b>6 839</b>	-	-	-	<b>16 802</b>
Coût des ventes	(6 166)	(3 181)	-	-	-	(9 348)
Main d'œuvre directe	(754)	(1 449)	-	-	-	(2 203)
Autres coûts directs de production	(757)	(505)	-	-	-	(1 261)
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>2 286</b>	<b>1 704</b>				<b>3 990</b>
Frais de gestion centralisée de production ("overhead" de production)	-	-	(2 897)	-	-	(2 897)
Frais de recherche et développement	-	-	(683)	-	-	(683)
Frais commerciaux	-	-	(931)	-	-	(931)
Frais administratifs	-	-	(1 324)	-	-	(1 324)
Autres produits et charges	-	-	105	-	-	105
Autres produits et charges non courants	-	-	(500)	-	82	(418)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 286</b>	<b>1 704</b>	<b>(6 230)</b>	-	<b>82</b>	<b>(2 158)</b>
S1 2015, en milliers d'euros	Smart City	e.ID	Activités non réparties	Retraitement ASK IntTag	Charge de restructuration	Groupe ASK
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>11 507</b>	<b>6 666</b>	<b>82</b>	<b>(521)</b>	-	<b>17 735</b>
Coût des ventes	(7 016)	(3 200)	(82)	144	-	(10 154)
Main d'œuvre directe	(1 037)	(2 067)		254	-	(2 850)
Autres coûts directs de production	(874)	(577)		38	-	(1 413)
<b>Résultat sectoriel</b>	<b>2 581</b>	<b>822</b>	-	<b>(85)</b>	-	<b>3 318</b>
Frais de gestion centralisée de production ("overhead" de production)	-	-	(3 557)	226	-	(3 331)
Frais de recherche et développement	-	-	(1 218)	-	-	(1 218)
Frais commerciaux	-	-	(1 432)	-	-	(1 432)
Frais administratifs	-	-	(1 498)	111	(1 532)	(2 920)
Autres produits et charges	-	-	20	-	-	20
Autres produits et charges non courants	-	-	(924)	-	-	(924)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2 581</b>	<b>822</b>	<b>(8 610)</b>	<b>252</b>	<b>(1 532)</b>	<b>(6 487)</b>

### 3.2. Produit des activités ordinaires par zones géographiques

Le Groupe exerce ses activités dans trois principales régions géographiques : l'Europe (zone où est situé le siège social), l'Amérique du nord et l'Amérique du Sud.

Le tableau suivant présente le produit des activités ordinaires par zones géographiques :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	S1 2015
France	4 280	3 964
Royaume-Uni	566	3 401
Autres pays d'Europe	2 864	3 290
Amérique du Nord	6 201	3 191
Amérique du Sud	1 394	1 665
Middle East Africa	1 066	998
Autres	432	1 226
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>16 802</b>	<b>17 735</b>

### 3.3. Informations relatives aux principaux clients

Les clients du Groupe qui représentent plus de 10% du produit des activités ordinaires sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	Segment	S1 2015	Segment
Client 1	3 181	eID	2 238	Smart City
Autres clients	13 621		15 497	
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>16 802</b>		<b>17 735</b>	

## 4. PRODUIT DES ACTIVITES ORDINAIRES

Le tableau suivant présente la répartition du produit des activités ordinaires du Groupe :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	S1 2015
Produits, marchandises et services	16 802	17 723
Redevances	0	12
<b>Produit des activités ordinaires</b>	<b>16 802</b>	<b>17 735</b>

## 5. COUT D'ACHAT DES VENTES

Le tableau suivant détaille les éléments présentés en coût d'achat des ventes :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
Achats de matières & marchandises	(7 287)	(8 479)
Sous-traitance et redevances	(2 437)	(1 961)
<b>Coût d'achat des ventes</b>	<b>(9 724)</b>	<b>(10 440)</b>

## 6. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel comprennent (i) les salaires et traitements (ii) les charges sociales (iii) les coûts de prestation définies des régimes de retraite et (iv) les paiements fondés sur les actions. Les frais de main d'œuvre temporaire contractée au travers d'agences de travail temporaire sont comptabilisés dans le poste « autres produits et charges opérationnels ».

Le Groupe immobilise une partie de ses frais de développement, constitué principalement de frais de personnel. Au titre du premier semestre 2016, le montant retraité des frais de personnel se monte à 151 milliers d'euros (S1 2015 : 141 milliers d'euros)

En outre, les subventions reçues au titre du Crédit Impôt Recherche et relatives à des projets non immobilisés sont également présentées en déduction des frais de personnel. Au titre du premier semestre 2016, le montant ainsi retraité se monte à 7 milliers d'euros (S1 2015: 43 milliers d'euros).

Enfin, le Groupe est soumis à un régime de retraite à prestations définies en France et les obligations envers ses employés en matière de prestations de retraite sont limitées à un paiement forfaitaire effectué au moment du départ en retraite, fondé sur la rémunération et la durée de service, calculé pour chaque employé.

Au 30 juin 2016, l'engagement du Groupe au titre des indemnités de départ à la retraite a été évalué à 367 milliers d'euros (31 décembre 2015 : 299 milliers d'euros), du fait de changement du taux d'actualisation tel que présenté dans l'état de Résultat Global (-27 milliers d'euros).

## 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels du Groupe se répartissent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
Transport	(812)	(927)
Personnel intérimaire	(403)	(1 297)
Honoraires	(598)	(760)
Locations	(529)	(405)
Autres charges	(712)	(1 169)
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>(3 054)</b>	<b>(4 557)</b>

Les honoraires comprennent les frais de dépôt de brevets, ainsi que les frais de certification et de qualification des sites du Groupe.

Les autres charges sont principalement constituées de sous-traitance générale, de fournitures, de la maintenance des équipements, des assurances et des frais de déplacement.

## 8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Le Groupe a présenté en produits et charges non courants:

- des éléments dont le caractère non récurrent rend peu probable leur survenance future ;
- des éléments résultant d'un événement imprévisible ;
- des éléments n'entrant pas dans le cadre des opérations courantes de l'entreprise ;

Au 30 Juin 2016, la décomposition est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>S1 2016</b>	<b>S1 2015</b>
Coûts liés au déménagement de l'unité de production française	(100)	-
Ajustements des bases de crédit impôt recherche	(115)	-
Honoraires non récurrents	(73)	(6)
Paiements fondés sur les actions	(56)	(105)
Litiges prudhommaux et autres coûts liés à la cessation de contrats de travail (hors PSE)	(58)	(301)
Honoraires liés à l'opération de rachat de la société ASK IntTag	-	(67)
Honoraires liés aux opérations de refinancement du Groupe	-	(23)
Frais liés à l'arrêt des co-entreprises	-	(388)
Coûts liés au déménagement des activités support	-	(23)
Impact du PSE sur la provision pour engagement retraite, non présenté dans l'état de résultat global	-	74
Autres charges	(98)	(83)
<b>Produits et charges non courants</b>	<b>(500)</b>	<b>(923)</b>

Les paiements fondés sur les actions représentent la charge du semestre des BSA 2014-1. Ces BSA ont été émis sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2014.

## 9. PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

### 9.1. Produits financiers

Le détail des produits financiers est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	S1 2015
Produits sur écarts de change	-	678
Autres produits financiers	3	16
<b>Produits financiers</b>	<b>3</b>	<b>694</b>

Les produits sur écarts de change de 2015 étaient essentiellement liés aux transactions avec la société ASK IntTag.

### 9.2. Charges financières

Le détail des charges financières est le suivant:

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	S1 2015
Pertes sur écarts de change	(285)	(231)
Dépréciation des prêts aux coentreprises	-	-
Intérêts sur contrats de location financement	(22)	(34)
Intérêts sur emprunts bancaires	(50)	(46)
Intérêts sur dette obligataire	(324)	-
Autres	(145)	(120)
<b>Charges financières</b>	<b>(825)</b>	<b>(430)</b>

Les autres charges financières sont constituées des commissions d'affacturage, des intérêts des comptes débiteurs et des frais bancaires.

## 10.IMPOT SUR LES RESULTATS

En conformité avec IAS 34, Le Groupe détermine la charge d'impôt de la période en fonction du taux d'impôt annuel attendu pour l'exercice 2016.

Compte-tenu de la nature des différences permanentes, les taux d'impôt effectifs attendus pour l'exercice sont les suivants selon les pays : France : 34,43% ; Etats-Unis : 40% ; Chine : 25%

La charge d'impôt de la période s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	S1 2016	S1 2015
Charges d'impôt courant	(5)	(6)
Charge d'impôts différés	-	(600)
<b>Impôt sur les résultats</b>	<b>(5)</b>	<b>(606)</b>

La charge d'impôt courante provient exclusivement d'ASK IntTag (« state and federal tax »)

Au 30 juin 2016, le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation de ses actifs d'impôt différés, après confirmation des principales hypothèses qui avaient été utilisées au 31 décembre 2015.

Les impôts différés présentés à l'actif de la situation financière consolidée sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	31/12/2015
<b>Impôts différés actifs - solde début de période</b>	<b>401</b>	<b>1 301</b>
Dépréciation partielle d'impôts différés actifs	-	(900)
<b>Impôts différés actifs - solde fin de période</b>	<b>401</b>	<b>401</b>

## 11.RESULTAT PAR ACTION

<i>Résultat par action des activités poursuivies</i>	S1 2016	S1 2015
De base (cents par action)	(34,64)	(88,57)
Dilué (cents par action)	(34,64)	(88,57)

### 11.1. Résultat de base par action

Le tableau suivant présente le résultat et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisées dans le calcul du résultat de base par action :

	S1 2016	S1 2015
Résultat de l'exercice attribué aux propriétaires de la Société, en milliers d'euros	(2 987)	(6 824)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires aux fins du calcul du résultat de base par action, en milliers de titres	8 623	7 706

### 11.2. Résultat dilué par action

Le nombre d'actions utilisé dans le calcul du résultat dilué par action est le même que celui utilisé pour le calcul du résultat de base compte-tenu de son effet relatif.

## 12. ECART D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

### 12.1. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition figurant dans l'Etat de la situation financière consolidée au 30 juin 2016 pour 65 milliers d'euros provient exclusivement de l'acquisition d'ASK IntTag réalisée début 2015. Au 30 juin 2016, le Groupe n'a procédé à aucune dépréciation de cet actif, après confirmation des principales hypothèses qui avaient été utilisées au 31 décembre 2015 pour le valoriser.

### 12.2. Immobilisations incorporelles

Le détail des immobilisations incorporelles est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	31/12/2015
<b>Valeurs nettes comptables</b>		
Frais de développement	1 216	1 216
Brevets	1 128	1 193
Licences	2 569	2 846
<b>Solde de fin de période</b>	<b>4 913</b>	<b>5 254</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Frais de développement	Brevets	Licences	Total
<b>Valeurs brutes</b>				
<b>Solde au 1er Janvier 2015</b>	<b>3 666</b>	<b>2 844</b>	<b>564</b>	<b>7 074</b>
Acquisitions d'immobilisations	132	18	-	150
Immobilisations générées en interne	438	-	-	438
Entrée dans le périmètre de la filiale ASK IntTag	-	-	3 212	3 212
Transferts internes	(60)	-	-	(60)
Sorties d'immobilisations	(10)	-	-	(10)
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	-	(31)	49	18
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>4 166</b>	<b>2 831</b>	<b>3 825</b>	<b>10 822</b>
<b>Solde au 1er Janvier 2016</b>	<b>4 166</b>	<b>2 831</b>	<b>3 825</b>	<b>10 822</b>
Acquisitions d'immobilisations	7	2	-	9
Immobilisations générées en interne	163	-	-	163
Transferts internes	-	-	-	-
Sorties d'immobilisations	-	-	-	-
Autres mouvements	(4)	-	-	(4)
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	-	-	(62)	(62)
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>4 332</b>	<b>2 833</b>	<b>3 763</b>	<b>10 928</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Frais de développement	Brevets	Licences	Total
<b>Amortissements et pertes de valeur cumulés</b>				
<b>Solde au 1er Janvier 2015</b>	<b>(2 647)</b>	<b>(1 507)</b>	<b>(529)</b>	<b>(4 683)</b>
Dotations aux amortissements	(303)	(131)	(441)	(875)
Sorties d'immobilisations	-	-	-	-
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	-	-	(9)	(9)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>(2 950)</b>	<b>(1 638)</b>	<b>(980)</b>	<b>(5 568)</b>
<b>Solde au 1er Janvier 2016</b>				
	<b>(2 950)</b>	<b>(1 638)</b>	<b>(980)</b>	<b>(5 568)</b>
Dotations aux amortissements	(105)	(67)	(212)	(384)
Sorties d'immobilisations	-	-	-	-
Autres mouvements	(61)	-	-	(61)
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	-	-	(2)	(2)
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>(3 116)</b>	<b>(1 705)</b>	<b>(1 194)</b>	<b>(6 015)</b>

Sur le premier semestre 2016, le montant des frais de recherche et développement activés, net du Crédit d'Impôt Recherche qui y est afférent, est de 163 milliers d'euros (S1 2015 : 206 milliers d'euros).

### 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	31/12/2015
<b>Valeurs nettes comptables</b>		
Matériel industriel	3 201	3 626
Mobilier et agencements	521	388
Immobilisations en cours	270	275
<b>Solde de fin de période</b>	<b>3 992</b>	<b>4 288</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel industriel	Mobilier et agencements	En cours	Total
<b>Valeurs brutes</b>				
<b>Solde au 1er Janvier 2015</b>	<b>11 135</b>	<b>972</b>	<b>487</b>	<b>12 594</b>
Acquisitions d'immobilisations	475	87	430	992
Transferts internes	589	68	(597)	60
Entrée dans le périmètre de la filiale ASK IntTag	1 277	231	61	1 569
Sorties d'immobilisations	(3 418)	(1)	(34)	(3 453)
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	76	15	56	147
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>10 134</b>	<b>1 372</b>	<b>403</b>	<b>11 909</b>
<b>Solde au 1er Janvier 2016</b>				
	<b>10 134</b>	<b>1 372</b>	<b>403</b>	<b>11 909</b>
Acquisitions d'immobilisations	67	19	264	350
Transferts internes	-	326	(326)	-
Entrée dans le périmètre de la filiale ASK IntTag	-	-	-	-
Sorties d'immobilisations	17	(7)	(60)	(50)
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	(121)	(15)	(11)	(147)
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>10 097</b>	<b>1 695</b>	<b>270</b>	<b>12 062</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Matériel industriel	Mobilier et agencements	En cours	Total
<b>Amortissements et pertes de valeur cumulés</b>				
<b>Solde au 31 décembre 2014</b>	<b>(8 895)</b>	<b>(800)</b>	<b>-</b>	<b>(9 695)</b>
Dotations aux amortissements	(1 003)	(178)	(129)	(1 310)
Cessions d'immobilisations	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Sortie d'immobilisations	3 408	-	-	3 408
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	(18)	(7)	-	(25)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>(6 508)</b>	<b>(985)</b>	<b>(129)</b>	<b>(7 622)</b>
<b>Solde au 1 janvier 2016</b>	<b>(6 508)</b>	<b>(985)</b>	<b>(129)</b>	<b>(7 622)</b>
Dotations aux amortissements	(465)	(130)	-	(595)
Cessions d'immobilisations	-	-	-	-
Transferts	-	(69)	69	-
Sortie d'immobilisations	45	-	60	105
Effet des incidences de change sur les filiales étrangères	32	10	-	42
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>(6 896)</b>	<b>(1 174)</b>	<b>-</b>	<b>(8 070)</b>

Les montants présentés dans les tableaux ci-dessus incluent du matériel industriel financé par location-financement (« crédit-bail »), pour une valeur nette de 447 milliers d'euros au 30 juin 2016 (31 décembre 2015 : 605 milliers).

## 14. PARTICIPATIONS DANS DES CO-ENTREPRISES

Comme mentionné en note 2.1 ci-dessus, au 30 juin 2016, le Groupe conserve toujours sa participation dans la co-entreprise I2PL (Inde, Noida, New Delhi) à hauteur de 56,32%. Fin 2012, le Groupe et son partenaire dans I2PL ont décidé de procéder à la dissolution de la société. La fermeture opérationnelle d'I2PL est effective depuis octobre 2014, la fermeture juridique est cependant toujours en cours.

Au 30 Juin 2016, la société reste consolidée dans les états financiers du Groupe selon la méthode de la mise en équivalence. L'activité étant arrêtée, plus aucun résultat n'est en revanche dégagé depuis le 30 juin 2015. Enfin, il n'a pas été identifié de risque supplémentaire sur la valeur recouvrable de la co-entreprise et la valeur est maintenue à l'identique du 31 décembre 2015 (620 milliers d'euros).

## 15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à des banques. Les découverts bancaires sont quant à eux classés en dette courante.

Aux fins de réconciliation avec le tableau de flux de trésorerie consolidé, la décomposition est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Trésorerie	2 340	2 115
Equivalents de trésorerie	7	7
<b>Sous total Trésorerie et Equivalents de trésorerie</b>	<b>2 347</b>	<b>2 122</b>
Découverts bancaires	(642)	(728)
<b>Trésorerie et Equivalents de trésorerie, net de découverts</b>	<b>1 705</b>	<b>1 394</b>

## 16. INSTRUMENTS FINANCIERS OUVRANT DROITS AU CAPITAL

Les instruments financiers ouvrant droits au capital d'ASK sont constitués de bons de souscription d'actions (BSA).

Sur le premier semestre 2016, en dehors des BSA « Kepler » commentés en note 1.2.1, aucun BSA n'a été émis et 20 000 BSA ont été convertis en actions.

Au 30 Juin 2016, les BSA se répartissent comme suit entre les différents plans :

<i>En milliers de titres</i>	<b>BSA 2012</b>	<b>BSA 2012-2</b>	<b>BSA 2012-3</b>	<b>BSA 2014-1</b>	<b>BSA KREOS</b>	<b>BSA KEPLER</b>	<b>Total</b>
<b>Solde au 1er Janvier 2015</b>	<b>350 620</b>	<b>235 000</b>	<b>161 340</b>	<b>147 268</b>	-	-	<b>894 228</b>
Souscrits	-	-	-	-	251 309	-	251 309
Convertis	(206 200)	(235 000)	(60 000)	-	-	-	(501 200)
Caducs	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>144 420</b>	<b>-</b>	<b>101 340</b>	<b>147 268</b>	<b>251 309</b>	<b>-</b>	<b>644 337</b>
<b>Solde au 1er Janvier 2016</b>	<b>144 420</b>	<b>-</b>	<b>101 340</b>	<b>147 268</b>	<b>251 309</b>	<b>-</b>	<b>644 337</b>
Souscrits	-	-	-	-	-	780 000	780 000
Convertis	(10 000)	-	(10 000)	-	-	(780 000)	(800 000)
Caducs	-	-	-	-	(100 524)	-	(100 524)
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>134 420</b>	<b>-</b>	<b>91 340</b>	<b>147 268</b>	<b>150 785</b>	<b>-</b>	<b>523 813</b>

## 17. DETTES FINANCIERES

Les dettes financières se décomposent de la sorte :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/06/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Dettes financières - part courante	11 136	10 722
Dettes financières - part non courante	3 791	4 052
<b>Emprunts</b>	<b>14 927</b>	<b>14 774</b>

Depuis le 31 Décembre 2015, elles ont évolué de la façon suivante:

En milliers d'euros	31/12/2015	Nouveaux emprunts et prêts	Intérêts courus	Remboursements	30/06/2016	Dont	
						Part courante	Part non courante
Découverts bancaires	728	-	-	(86)	642	642	-
Emprunts contractés auprès :	-	-	-	-	-	-	-
- de parties liées	430	-	-	-	430	430	-
- du gouvernement, des autorités locales ou des organismes gouvernementaux	1 732	350	-	(400)	1 682	155	1 528
Emprunts bancaires	2 337	-	-	(235)	2 102	526	1 577
Emprunts obligataires	1 927	500	93	(58)	2 462	2 462	-
Emprunts obligataires non convertibles	1 571	-	139	(394)	1 316	790	526
Dérivés à la juste valeur	400	-	-	-	400	400	-
Créances cédées au titre de l'affacturage	5 013	413	-	-	5 426	5 426	-
Dettes résultant des contrats de location-financement	635	-	-	(169)	466	305	161
<b>Emprunts</b>	<b>14 774</b>	<b>1 263</b>	<b>232</b>	<b>(1 342)</b>	<b>14 927</b>	<b>11 136</b>	<b>3 791</b>

- En février 2016, le Groupe a obtenu une enveloppe de 350 milliers euros pour le financement de ses innovations, sous la forme d'un prêt à taux 0, amortissable linéairement, avec la première échéance au 31 décembre 2017 et la dernière au 27 septembre 2021 ;
- En juin 2016, tel que décrit précédemment, le Groupe a émis un nouvel emprunt obligataire pour un montant de 500 milliers d'euros, intégralement souscrit par un investisseur privé.
- Les lignes « Emprunts obligataires non convertibles » et « Dérivés à la juste valeur » font référence à l'emprunt obligataire contracté auprès de Kreos Capital IV. L'emprunt obligataire est comptabilisé au coût amorti. Sa juste valeur à l'origine a été établie à 1 600 milliers d'euros au cours de l'exercice 2015. Le taux d'intérêt effectif ainsi calculé par la société se monte à 34%. Les BSA et le Put qui y est associé constituent des instruments dérivés entrant dans le scope d'IAS 39 à comptabiliser à la juste valeur par le résultat. La Juste valeur de ces dérivés à l'origine a été déterminée à 400 milliers d'euros au cours de l'exercice 2015. La variation de juste valeur est non significative au 30 juin 2016.

## 18.PROVISIONS

Les provisions constituées par le Groupe sont détaillées ci-dessous :

en milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015
Provisions pour garantie	91	73
Provisions pour litiges Prudhommaux	191	191
Autres provisions pour charges	70	193
Provision pour restructuration	258	608
<b>Provisions</b>	<b>610</b>	<b>1 064</b>

Elles ont évolué de la sorte depuis le 31 décembre 2015 :

<i>En milliers d'euros</i>	Garantie	Litiges Prudhommaux	Provisions pour charges	Provision pour restructuration	Total
<b>Situation au 1er janvier 2015</b>	<b>70</b>	<b>40</b>	<b>217</b>	<b>-</b>	<b>327</b>
Dotations aux provisions	73	169	70	1 698	2 010
Utilisations	-	(18)	(129)	(1 090)	(1 237)
Reprises sans objet	(70)	-	-	-	(70)
Transferts internes	-	-	35	-	35
<b>Situation au 31 décembre 2015</b>	<b>73</b>	<b>191</b>	<b>193</b>	<b>608</b>	<b>1 064</b>
<b>Situation au 1er janvier 2016</b>	<b>73</b>	<b>191</b>	<b>193</b>	<b>608</b>	<b>1 064</b>
Dotations aux provisions	22	-	-	-	22
Utilisations	(4)	-	(123)	(268)	(394)
Reprises sans objet	-	-	-	(82)	(82)
Transferts internes	-	-	-	-	-
<b>Situation au 30 juin 2016</b>	<b>91</b>	<b>191</b>	<b>70</b>	<b>258</b>	<b>610</b>

- Les provisions pour litiges prudhommaux consistent en plusieurs cas individuels. Le Groupe estime que la majorité de ces cas se résoudra dans un horizon de un à trois ans.
- La provision pour restructuration a été ajustée de 82 milliers d'euros (reprise sans objet), principalement sur les honoraires d'accompagnement. Les dernières sorties probables de ressources sont attendues d'ici à la fin de l'année 2016.

## 19. RISQUE DE LIQUIDITE ET CONTINUITÉ D'EXPLOITATION

Tel que décrit dans le rapport financier du Groupe au 31 décembre 2015, la continuité d'exploitation du Groupe est conditionnée à la réalisation des hypothèses décrites ci-dessous.

### *Concernant les hypothèses retenues pour le 1er semestre 2016*

Les prévisions de trésorerie du 1<sup>er</sup> semestre 2016 tenaient compte :

- D'une contribution significative de la ligne de financement en fonds propres pour 1 million d'euros. Au 30 juin 2016, cette hypothèse est réalisée pour 883 milliers d'euros tel que décrit en note 1.2.1.
- L'obtention d'un premier financement par BPI Innovation pour 400 milliers d'euros. Au 30 juin 2016, cette hypothèse s'est réalisée pour 350 milliers d'euros tel que décrit en note 17.
- L'obtention de financements de Crédit d'Impôt (CIR et CICE) pour 600 milliers d'euros. Au 30 juin 2016, cette hypothèse est réalisée pour 435 milliers d'euros.

*Concernant les hypothèses retenues pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2016 et le 1<sup>er</sup> semestre 2017*

- Les prévisions de flux d'exploitation pour le deuxième semestre de l'année 2016 sont identiques à celles présentées dans le rapport financier 2015.

Notamment, elles s'appuient sur un chiffre d'affaires consolidé au moins égal à celui réalisé en 2015 et sur une progression de l'EBITDA grâce notamment à une réduction des coûts administratifs et de production.

- Les prévisions de flux d'exploitation pour le premier semestre 2017 s'appuient quant à elles sur un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 8% par rapport au premier semestre 2016 combiné à une poursuite de la progression de l'EBITDA (plein effet de la réorganisation industrielle et maintien des coûts fixes sur le niveau du deuxième semestre 2016).

- Les prévisions de flux de financement s'appuient sur:

- un service de la dette calculé sur la base des emprunts existants au 30 juin 2016 (emprunts bancaires et obligataires);
- le maintien de la politique actuelle du Groupe en matière de taux d'affacturage des créances clients et une politique conservatoire de gestion des termes de paiement des comptes fournisseurs ;
- l'utilisation de toutes les lignes de crédits existantes (soit 850 milliers d'euros au 30 septembre 2016) ;
- l'obtention de financements des crédits d'impôt (CIR et CICE) additionnels pour 500 milliers d'euros. Cette hypothèse est atteinte pour 300 milliers d'euros à la date du présent rapport.
- l'obtention de financements COFACE et BPI Innovation additionnels pour 600 milliers d'euros ;
- la transformation d'ici au 31 décembre 2016 de toutes les obligations existantes (hors les obligations KREOS) en obligations convertibles puis la conversion de celles-ci en actions de la Société ;
- des financements additionnels pour 1 million d'euros, d'ici au 31 décembre 2016, principalement sous la forme d'emprunts obligataires. A la date du présent rapport, la Société a obtenu un engagement oral pour 525 milliers d'euros de la part d'actionnaires et d'investisseurs privés.

Il existe une incertitude sur l'horizon de réalisation et le montant des hypothèses décrites ci-dessus. La non-réalisation de ces hypothèses pourrait entraîner un risque de continuité d'exploitation.

Par ailleurs, les disponibilités du Groupe s'élèvent à :

- 2 347 milliers d'euros et les concours bancaires à 642 milliers d'euros sur un total autorisé de 850 milliers d'euros au 30 juin 2016, auxquels s'ajoutent 500 milliers d'euros de comptes courants nantis non disponibles.
- 1 561 milliers d'euros et les concours bancaires à 545 milliers d'euros sur un total autorisé de 850 milliers d'euros au 30 septembre 2016, auxquels s'ajoutent 500 milliers d'euros de comptes courants nantis non disponibles.

Il convient également de rappeler que le Groupe n'a pas de financement bancaire dépendant de la notation du groupe ou assorti de clauses de respect de ratios bancaires (*covenants*). Il n'existe pas de clause particulière d'exigibilité anticipée autre que les clauses d'usage (notamment en cas de changement de contrôle, de non-paiement d'une échéance, de liquidation et de redressement judiciaire ou plus généralement de non-respect de toute obligation contractuelle).

## 20. PARTIES LIEES

### 20.1. Co-entreprises non consolidées

Sur la période, il n'y a pas eu de transaction avec la co-entreprise I2PL qui reste la seule co-entreprise non consolidée au 30 juin 2016.

Les positions non réglées sont inchangées par rapport au 31 décembre 2015 :

<i>En milliers d'euros</i>	Dettes commerciales vis-à-vis des parties liées		Créances commerciales sur des parties liées	
	30/06/2016	31/12/2015	30/06/2016	31/12/2015
I2PL	2 037	2 037	753	753
<b>Montants dus</b>	<b>2 037</b>	<b>2 037</b>	<b>753</b>	<b>753</b>

### 20.2. Dirigeants communs

Sur la période, les transactions avec les dirigeants ou ex-dirigeants communs sont les suivantes :

Entité	Principale activité	Dirigeant Commun	Achats et frais annexes		Montants dû à la fin de la période	
			S1 2016	S1 2015	30/06/2016	31/12/2015
Geyres Consulting	Conseil	P.Geyres	(15)	(15)	32	8
EPC Ventures	Conseil	B. Moreau	(31)	(34)	18	-
NGA Finance	Conseil	N. Gambade	-	(107)	3	3
		<b>Total</b>	<b>(46)</b>	<b>(156)</b>	<b>53</b>	<b>10</b>

## 21. ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements hors bilan de la société sont inchangés depuis le 31 décembre 2015 :

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2016	31/12/2015
Avals et cautions, dont:	826	826
Cautions bancaires, par nantissement de comptes à terme	500	500
Cautions de marchés et garanties d'exécution	326	326
Nantissement des parts d'ASK IntTag au profit des souscripteurs de l'emprunt obligataire	1 850	1 850
Nantissement de créances au profit de la société Kreos Capital IV		
Gage sur Stocks sans dépossession au profit de la société Kreos Capital IV	2 000	2 000
Nantissement de 1er rang de fonds de commerce au profit de la société Kreos Capital IV		
<b>Total Engagements Hors Bilan</b>	<b>4 676</b>	<b>4 676</b>

## 22. EVENEMENTS POST-CLOTURE

En date du 12 septembre 2016, le Conseil d'administration de la Société a fait usage de la délégation de l'Assemblée Générale du 30 juin 2015, modifiée par l'Assemblée Générale du 19 mai 2016, en décidant l'émission d'un nombre maximal de 2.100.000 obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société.

Les caractéristiques des obligations convertibles sont les suivantes :

- Les obligations porteront intérêt au taux de 9% par an calculé sur une année de 365 jours ;
- La libération des souscriptions interviendra au jour de cette dernière par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
- L'échéance de l'emprunt obligataire est fixée au 30 décembre 2016 ;
- La conversion des obligations convertibles pourra être demandée à tout moment à compter de leur souscription par la remise à la Société d'une notification de conversion et d'un bulletin de souscription aux actions nouvelles ;
- Chaque obligation convertible donnera droit, en cas de conversion, à un nombre « N » d'actions ordinaires nouvelles de la Société égal à la valeur nominale d'une obligation convertible divisée par la valeur la plus basse entre (i) le dernier cours de clôture de l'action de la Société précédant la date de demande de conversion d'une obligation convertible par son porteur, (ii) 80 % de la moyenne du cours de l'action de la Société lors des 20 séances de bourse précédant la date du 18 décembre 2015 (soit 1,2268 euros), cette date correspondant à la tenue de la séance du Conseil d'administration de la Société ayant formellement décidé de la modification des modalités de conversion des obligations convertibles, et (iii) 80 % du prix de souscription retenu pour toute émission de titres donnant accès au capital ;

- En garantie de ladite émission, la Société constituera par acte séparé un nantissement de 1er rang sur les 99% du capital qu'elle détient dans sa filiale de droit américain ASK IntTag LLC, une *limited liability company* soumise au droit du Delaware, USA.

Le Conseil d'Administration du 12 septembre, usant de la même délégation, a complétée cette émission par une seconde émission d'un nombre maximal de 60.000 obligations convertibles en actions ordinaires nouvelles de la Société. Cette émission est décidée afin de permettre la conversion en actions des intérêts dus au titre de la précédente émission d'obligations convertibles décrite ci-avant. Les principales caractéristiques de ces dernières obligations convertibles sont les suivantes :

- Elles porteront intérêts au taux de 3 % par an calculé sur une année de 365 jours ;
- La libération des souscriptions interviendra au jour de la souscription par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
- L'échéance de l'emprunt obligataire est fixé au 31 décembre 2016 ;
- La conversion des obligations convertibles pourra être demandée à tout moment à compter de leur souscription par la remise à la société d'une notification de conversion et d'un bulletin de souscription aux actions nouvelles ;
- Chaque obligation convertible donnera droit à chaque Titulaire en cas de conversion, à un nombre de N actions ordinaires égal à la valeur nominale d'une obligation divisée par la valeur la plus basse entre (i) le dernier cours de clôture de l'action ASK précédant la date de demande de conversion de l'OC, (ii) 1,2268 euro et (iii) 80% du prix de souscription retenu pour toute émission de titres donnant accès au capital
- L'émission n'est assortie d'aucune garantie.

En date du 28 septembre 2016, le Conseil d'Administration de la Société a autorisé l'émission d'un nouvel emprunt obligataire simple d'un montant maximal de 1.2ME (dont 1.0ME d'ici le 31 décembre 2016), ayant vocation à être transformé en emprunt obligataire convertible lors d'une prochaine Assemblée Générale, avec engagement des titulaires des obligations à souscrire par compensation.

Les principales caractéristiques de ces obligations simples sont les suivantes :

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| - Valeur nominale par obligation      | 1 euro                                       |
| - Prix de souscription par obligation | 1 euro                                       |
| - Durée de l'emprunt                  | Jusqu'au 31 décembre 2016                    |
| - Taux d'intérêt                      | 7% par an calculé sur une année de 365 jours |
| - Sécurité                            | Aucune                                       |

En date du présent rapport, comme indiqué en note 19, la Société a obtenu un engagement oral pour 525 milliers d'euros, correspondant à 525.000 obligations, de la part d'actionnaires de référence et d'investisseurs privés.

## Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Sophia Antipolis, le 30 Septembre 2016

Monsieur Julien Zuccarelli

Directeur Général d'ASK

# Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

**ASK**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2016

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**SAINT GERMAIN AUDIT**  
32, rue de Paradis  
75010 Paris  
S.A.R.L. au capital de € 500.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Paris

**ERNST & YOUNG Audit**  
400, promenade des Anglais  
B.P. 33124  
06203 Nice Cedex 3  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## ASK

Période du 1er janvier au 30 juin 2016

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société ASK, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 19 « Risque de liquidité et continuité d'exploitation » de l'annexe.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Nice, le 30 septembre 2016

**Les Commissaires aux Comptes**

**SAINT GERMAIN AUDIT**

**ERNST & YOUNG Audit**

**Philippe Jallet**

**Camille de Guillebon**